

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 06 NOVEMBRE 2012

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J. ; Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G., POTTIEZ P., MAUROY-
MOULIN-STALPAERT P., SENECAUT M., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F.,
DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P., MICHEL D., Conseillers;

GILLARD Stéphane, Secrétaire communal ff.

La Présidente excuse les membres suivants : BREUSE E. et VANDERKEL A.

En début de séance, la Présidente demande l'accord de l'assemblée afin de procéder à certaines adaptations de l'ordre du jour :

- **Point 28** : le lieu où se tiendra l'Assemblée générale de l'Intercommunale IMIO a été modifié (Microsoft Innovation Center – boulevard Initialis 1 à 7000 Mons).
- Sur base d'un courrier réceptionné le lundi 5 novembre, l'Intercommunale IMIO nous informe que l'Assemblée générale est convoquée une seconde fois pour le 28 novembre 2012 à 16h00, avec, à l'ordre du jour :
 - 1) Le plan stratégique et le budget 2013
 - 2) La nomination des contrôleurs aux comptes
 - 3) Divers.

Il est par conséquent proposé de prévoir **un point 28bis** au présent ordre du jour afin de soumettre ce point à l'approbation du Conseil communal. Un projet de délibération a été remis à chaque conseiller communal en début de séance.

- **Point 33** : par un courrier réceptionné le 5 novembre 2012, l'Intercommunale IGRETEC nous informe qu'une coquille s'est glissée dans leur modèle de délibération. Au point 3, il convient de lire « deuxième évaluation » en lieu et place de « première évaluation ».
- **Point 40** : il convient de lire **ratification** et non pas approbation, tant dans l'ordre du jour que dans le projet de délibération.
- **Point 41** : il convient de lire **ratification** et non pas approbation, tant dans l'ordre du jour que dans le projet de délibération.
- **Point 43** : la Présidente propose de déplacer ce point après le huis clos, afin de clôturer la séance par les discours d'hommage de fin de mandature.

Les propositions d'adaptation de l'ordre du jour sont approuvées à l'unanimité.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 04 SEPTEMBRE 2012 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

Mademoiselle MORCLETTE demande à l'Echevin des Travaux s'il a eu l'occasion de se renseigner sur la question posée lors de la séance précédente (point 8 – raccordement électrique de la crèche communale d'Erbisoeul).

L'Echevin des Travaux lui répond par la négative.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 04 septembre 2012 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 04 OCTOBRE 2012 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Prend connaissance de la situation de caisse au 04 octobre 2012 s'élevant à 2.388.199,12 €.

3. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°2 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2012 – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête, par 16 voix pour et 3 abstentions, la modification budgétaire n°2 du budget communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2012 aux chiffres suivants :

Service Ordinaire

Des recettes

D'après le budget initial	10.618.385,26
Augmentation de crédit(+)	114.288,13
Diminution de crédit(+)	-1.705,36
TOTAL GENERAL	10.730.968,03

Des dépenses

D'après le budget initial	10.604.971,42
Augmentation de crédit(+)	195.897,90
Diminution de crédit(+)	-82.714,28
TOTAL GENERAL	10.718.155,04

<i>Nouveau résultat</i>	12.812,99
--------------------------------	------------------

Service extraordinaire

Des recettes

D'après le budget initial	8.673.981,92
Augmentation de crédit(+)	2.342.971,45
Diminution de crédit(+)	-397.068,70
TOTAL GENERAL	10.619.884,67

Des dépenses

D'après le budget initial	8.497.481,10
Augmentation de crédit(+)	1.772.222,24
Diminution de crédit(+)	-310.860,23
TOTAL GENERAL	9.958.843,11

<i>Nouveau résultat</i>	661.041,56
--------------------------------	-------------------

4. FINANCES – TAXE SUR LES AGENCES BANCAIRES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège Communal ;
Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour et 1 abstention.

Article 1^{er} : Il est établi pour l'exercice 2013, une taxe communale annuelle sur les agences bancaires.
Sont visées, les établissements dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables ou à octroyer des crédits pour leur propre compte ou pour le compte d'un organisme avec lequel elles ont conclu un contrat d'agence ou de représentation ou les deux, existant au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Par établissement, il convient d'entendre les lieux où sont situés l'exercice de la ou des activité(s), le siège social ainsi que le ou les siège(s) d'exploitation.

Article 2 : La taxe est due par la personne (physique ou morale) pour le compte de laquelle l'activité définie à l'article 1^{er}, alinéa 2, était exercée au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 : La taxe est fixée comme suit, par agence bancaire : 200 euros par poste de réception.
Par « poste de réception », il faut entendre tout endroit, tel que bureau, guichet, local, où un préposé de l'agence peut accomplir n'importe quelle opération bancaire au profit d'un client.

Ne sont pas visés les distributeurs automatiques de billets et autres guichets automatisés.

Article 4 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 5 : L'Administration Communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule.
Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6 : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Article 7 : En cas de taxation d'office, Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le montant de la majoration est fixé à 200%.

Article 8 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

5. FINANCES – TAXE SUR LES AGENCES DE PARIS SUR LES COURSES DE CHEVAUX - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 19 voix pour

Article 1^{er} : *Il est établi l'exercice 2013, une taxe communale sur les agences de paris sur les courses de chevaux.*
Sont visées les agences de paris sur les courses de chevaux, autres que celles acceptant exclusivement des paris sur les courses de chevaux courues en Belgique.

Article 2 : La taxe est due par l'exploitant de la ou des agences de paris sur les courses de chevaux au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 : La taxe est fixée à 62 euros par mois.

Article 4 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 5 : L'Administration Communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule.
Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6 : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Article 7 : En cas de taxation d'office, le montant de la majoration est fixée à 200 % conformément à l'article L3321-6 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation

Article 8 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

6. FINANCES – REDEVANCE POUR LA DELIVRANCE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges qu'entraîne pour l'Administration Communal la délivrance de documents administratifs ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour et 1 abstention.

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013 une redevance communale pour la recherche, la confection et la délivrance de documents administratifs par l'Administration Communale.

Ne sont pas visées :

- La délivrance des documents exigés pour la recherche d'un emploi ou la présentation d'un examen ou concours.
- la délivrance des autorisations d'inhumer prévues par l'article 77 du code civil
- la délivrance des autorisations d'incinérer prévues par l'article 20 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures.
- La délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la SRWL ;
- La délivrance de pièces relatives à l'allocation déménagement, installation et loyer (ADIL).

Article 2 : La redevance est due par la personne qui demande le document.

Article 3 : La redevance est fixée comme suit :

- 1) Délivrance de documents d'urbanisme en vertu des articles 85 et 90 du CWATUP : 20 €
- 2) Délivrance d'extraits ou copies littérales d'actes concernant l'Etat Civil : 3€
- 3) Tous certificats délivrés par le Service Population : 3€
- 4) Légalisation de signature ou copie certifiée conforme : 2 Euros.
- 5) Délivrance de permis de conduire définitifs belges et internationaux : 10 Euros
- 6) Carte d'identité d'enfant de 12 ans : 15 Euros.
- 7) Carte d'identité belge (procédure normale) : 5 Euros de taxe communale à laquelle s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- 8) Carte d'identité belge (procédure d'urgence) : 12,88 Euros de taxe communale à laquelle s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- 9) Carte d'identité belge (procédure d'extrême urgence) : 15,85 Euros de taxe communale à laquelle s'ajoute le montant à ristourner au Fédéral.
- 10) Livret de mariage : 20 Euros.
- 11) Certificat de changement de résidence : 10 Euros .
- 12) Carte d'identité pour membre de la C.E.E : 15 Euros.
- 13) Carte d'identité pour membre hors C.E.E : 20 Euros .
- 14) Attestation d'immatriculation Modèle A : 5 Euros .
- 15) Attestation d'immatriculation Modèle B : 2,5 Euros.
- 16) Déclaration d'arrivée : 2,5 Euros .
- 17) Certificat d'inscription au registre des étrangers : 10 Euros.
- 18) Certificat de bonne conduite, vie et mœurs : 5 Euros.
- 19) Etablissement de dossiers de naturalisation, option, étranger : 20 Euros.
- 20) Délivrance de plans de l'entité :
 - petit format : 5 Euros
 - grand format : 10 Euros
- 21) Délivrance de passeports :
 - les enfants de plus de 12 ans et autres par procédure normale : 10 Euros.
 - les enfants de plus de 12 ans et autres par procédure d'urgence : 20 Euros.
- 22) Délivrance du numéro de code Pin-Puk : 2,5 Euros

Article 4 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal.

7. FINANCES – TAXE SUR LA DISTRIBUTION GRATUITE A DOMICILE D'ECRITS PUBLICITAIRES NON ADRESSES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 21 voix pour

Article 1^{er} : Au sens du présent règlement, on entend par :

Ecrit ou échantillon non adressé : l'écrit ou l'échantillon qui ne comporte pas le nom et/ou l'adresse complète du destinataire (rue, n°, code postal et commune).

Ecrit publicitaire : l'écrit qui contient au moins une annonce à des fins commerciales, réalisée par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s).

Echantillon publicitaire : toute petite quantité et/ou exemple d'un produit réalisé pour en assurer la promotion et/ou la vente.

Est considéré comme formant un seul échantillon, le produit et l'écrit publicitaire qui, le cas échéant, l'accompagne.

Ecrit de presse régionale gratuite : l'écrit distribué gratuitement selon une périodicité régulière d'un minimum de 12 fois l'an, contenant, outre de la publicité, du texte rédactionnel d'informations liées à l'actualité récente, adaptée à la zone de distribution mais essentiellement locales et/ou communales et comportant à la fois au moins 5 des six informations d'intérêt général suivantes, d'actualité et non périmées, adaptées à la zone de distribution et, en tous cas essentiellement communales :

- les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires,...)
- les agendas culturels reprenant les principales manifestations de la commune et de sa région, de ses A.S.B.L culturelles, sportives, caritatives,
- les « petites annonces » de particuliers,
- une rubrique d'offres d'emplois et de formation,
- les annonces notariales,
- par l'application des Lois, décrets ou règlements généraux qu'ils soient régionaux, fédéraux ou locaux des annonces d'utilité publique ainsi que des publications officielles ou d'intérêt public telles que : enquêtes publiques, autres publications ordonnées par les cours et tribunaux,...

Article 2 : Il est établi, pour l'exercice 2013, une taxe communale indirecte sur la distribution gratuite, à domicile, d'écrits et d'échantillons non adressés qu'ils soient publicitaires ou émanant de la presse régionale gratuite. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef du destinataire.

Article 3 : La taxe est due :

- par l'éditeur,
- ou, s'il n'est pas connu, par l'imprimeur,
- ou si l'éditeur et l'imprimeur ne sont pas connus, par le distributeur.
- ou, si l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne sont pas connus, par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est distribué.

Article 4 : La taxe est fixée à :

- 0,0111 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires jusqu'à 10 grammes inclus
- 0,0297 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 10 et jusqu'à 40 grammes inclus
- 0,0446 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 40 et jusqu'à 225 grammes inclus
- 0,08 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires supérieurs à 225 grammes.

Néanmoins, tout écrit distribué émanant de presse régionale gratuite se verra appliquer un taux uniforme de 0,006 euro par exemplaire distribué.

Article 5 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 6 : Le redevable est tenu de faire au plus tard le 5^{ème} jour du mois de la distribution, à l'Administration Communale, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.
Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le montant de la majoration est fixé à 200%, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Article 7 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles 3321-1 à 3321-12 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

8. FINANCES – TAXE SUR L'ENLEVEMENT DES IMMONDICES – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

Considérant que l'enlèvement des immondices représente une charge importante pour la commune ;

Vu l'article 255, 11° de la nouvelle loi communale rendant obligatoires les dépenses relatives à la salubrité publique ;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour et 1 voix contre

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une taxe communale annuelle sur l'enlèvement des immondices. Est visé l'enlèvement des déchets ménagers et des déchets y assimilés.

Article 2 : Seule la situation au registre de la population au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition est prise en compte.
En cas de non-inscription au registre de la population pour quelque raison que ce soit, la taxe est due par l'occupant et solidairement par le propriétaire.

Un logement est tout local à usage d'habitation et partie de maison, d'immeuble où l'on réside habituellement.

Un ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de mariage ou des liens familiaux, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.

Le chef de ménage est le membre du ménage habituellement en contact avec l'administration pour les affaires qui concernent le ménage. La désignation de la personne de référence s'effectue conformément aux indications figurant dans le registre de population.

Les personnes vivant seules sont d'office considérées comme chefs de ménage.

Si, dans un même logement, il se trouve plusieurs personnes pouvant se prévaloir de la qualité de chef de ménage, la taxe est due solidairement par ces différentes personnes de sorte qu'il y ait toujours un impôt enrôlé par logement.

Article 3 : La taxe est due :

- par tout ménage et solidairement par les membres de tout ménage inscrit aux registres de population de la commune ou recensé comme second résident au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, à une adresse située le long du parcours ou à moins de 150 m du trajet suivi par le service d'enlèvement et le point de ramassage situé à front de rue. La distance, sur terrain privé, entre le domicile et la voirie ne pourra, en aucun cas, être prise en considération.
- par toute personne physique, ou, solidairement, par les membres de toute association, ou, par toute personne morale qui, au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, pratiquaient une profession indépendante ou libérale, une activité agricole, commerciale, industrielle ou de services dans un ou plusieurs biens immobiliers situé(s) à moins de 150 mètres du parcours suivi par le service d'enlèvement et le point de ramassage situé à front de rue.

Article 4 : La taxe n'est pas applicable aux institutions publiques déterminées par la loi même si les immeubles qu'elles occupent ne sont pas leur propriété : cette exonération ne s'étend pas aux immeubles ou parties d'immeuble occupés à titre privé, aux personnes hébergées dans les homes ; aux membres des consulats et ambassades ; aux détenus des établissements pénitentiaires

Article 5 : La taxe est fixée à :

- a) 90 euros pour les isolés ;
- b) 140 euros pour les ménages dont question à l'article 3 § 1 composés de 2 personnes ou plus ;
- c) 140 euros solidairement par les membres de toute association ou par toute personne morale dont question à l'article 3 §2
- d) 250 euros pour les cafés ;
- e) 500 euros pour les restaurants ;
- f) 1000 euros pour les surfaces commerciales supérieures à 400 m² distribuant des produits alimentaires.

Lorsque le ménage et l'activité commerciale dont question aux points d, e et f du présent article sont domiciliés à la même adresse et constitués de la même personne, seule la taxe la plus importante sera due.

Article 6 : Toute année commencée est due en entier.

Article 7 : Les dégrèvements seront accordés dans les cas suivants :

- lorsqu'il s'agit de personnes bénéficiant du revenu d'intégration social,
- lorsque le logement se situe à plus de 150 mètres du trajet suivi par le service d'enlèvement,
- lorsque la taxe est à charge des héritiers d'un isolé si celui-ci décède dans le courant du premier mois de l'exercice d'imposition.

Article 8 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 9 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles 3321-1 à 3321-12 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

9. FINANCES – REDEVANCE SUR LES EXHUMATIONS - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges générées par l'exhumation des restes mortels exécutée par la commune

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour et 1 abstention

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une redevance communale sur l'exhumation des restes mortels exécutée par la commune.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui demande l'autorisation d'exhumation.

Article 3 : La redevance est fixée en fonction des frais réellement engagés avec un taux forfaitaire minimum de 300 euros pour les exhumations simples (caveau) et le maximum de 1.500 euros pour les exhumations plus complexes (pleine terre).

Article 4 : La redevance est payable au moment de la demande de l'autorisation d'exhumation.

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

10. FINANCES – TAXE SUR LES TERRAINS DE GOLF - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

Vu les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 19 voix pour

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une taxe communale sur les terrains de golf.

Sont visés les terrains de golf existant au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2 : La taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des terrains de golf et par le propriétaire du sol au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 : La taxe est fixée à 7.500 euros par terrain de golf.

Article 4 : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 5 : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Article 6 : En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

Article 7 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

11. FINANCES – TAXE SUR LES INHUMATIONS, DISPERSION DES CENDRES ET MISES EN COLUMBARIUM - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

Vu les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour et 1 abstention

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une taxe communale sur les inhumations, dispersions des cendres et mises en columbarium.

Sont exonérés :

Les indigents, les personnes inscrites dans les registres de la population, les personnes inscrites dans le registre des étrangers ou le registre d'attente de la commune.

Article 2 : La taxe est due par la personne qui demande l'autorisation d'inhumation, de la dispersion des cendres et de la mise en columbarium.

Article 3 : La taxe est fixée à 300 euros par inhumation, dispersion des cendres ou de la mise en columbarium

Article 4 : La taxe est payable au comptant au moment de la demande de l'inhumation, de la dispersion des cendres ou de la mise en columbarium, à défaut elle sera enrôlée.

Article 5 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

12. FINANCES – REDEVANCE SUR LES INFLEXIONS DE TROTTOIRS – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges importantes générées par les inflexions de trottoirs,

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour et 1 abstention

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une redevance sur la réalisation d'inflexions de trottoirs.

Article 2 : La redevance est due par les personnes physiques et morales qui demandent une inflexion de trottoirs.

Article 3 : La redevance est fixée en fonction de frais réellement engagés sur base d'un devis avec un minimum de 65€ le mètre . Tout mètre entamé est considéré dans son entièreté.

Article 4 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de la prestation.

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

13. FINANCES – ADDITIONNEL A L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 465 à 470 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 16 voix pour, 1 voix contre et 2 abstentions

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune au 1^{er} janvier de l'année donnant son nom à cet exercice.

Article 2 : La taxe est fixée à 8.5 % de la partie calculée conformément à l'article 466 du Code des Impôts sur les revenus 1992, de l'Impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice.

14. FINANCES – ADDITIONNEL AU PRECOMPTE IMMOBILIER – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 464 1er;

Vu la situation financière de la commune ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 16 voix pour, 1 voix contre et 2 abstentions

Article unique: Pour l'exercice 2013, il est établi 2700 centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

15. FINANCES – REDEVANCE SUR LA DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME –

APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour et 1 abstention

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une redevance communale sur les demandes de permis d'urbanisme.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui demande le permis.

Article 3 : La redevance est fixée à 150 euros par demande de permis d'urbanisme pour les permis traditionnels et à 50 euros pour les petits permis (notion relevant du CWATUP).

Article 4 : Sans préjudice des dispositions de l'article 3, une redevance forfaitaire complémentaire de 100 € est fixée pour l'indication sur place de l'implantation, pour l'affichage et pour l'établissement du procès-verbal y afférent, si ces activités sont réalisées par l'Administration communale.

Article 5 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du permis.

Article 6 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé pourra être majoré des intérêts de retard au taux légal.

16. FINANCES – REDEVANCE SUR LA DEMANDE DE DELIVRANCE DE PERMIS D'URBANISATION - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour, et 1 abstention

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013 une redevance communale sur la demande de délivrance de permis d'urbanisation

Article 2 : La redevance est due lors de la délivrance du permis d'urbanisation, pour chacun des lots créés par la division de la parcelle.

Article 3 : La redevance est fixée à 120 euros par lot.

Article 4 : La redevance est également due pour la modification d'un « ancien » permis de lotir.

Article 5 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de délivrance du permis.

Article 6 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

**17. FINANCES – REDEVANCE SUR LES DEMANDES D'AUTORISATION
D'ACTIVITES EN APPLICATION DU DECRET DU 11/03/1999 RELATIF AU
PERMIS D'ENVIRONNEMENT - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour, et 1 abstention

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une redevance communale sur la demande d'autorisation d'activités en application du décret du 11.03.1999 relatif au permis d'environnement.

Article 2 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande d'autorisation

Article 3 : Le montant de la redevance couvrira les frais réellement engagés avec un forfait minimum fixé comme suit par document :

- Permis d'environnement classe 1 : 500 euros
- Permis d'environnement classe 2 : 50 euros
- Permis unique classe 1 : 600 euros
- Permis unique classe 2 : 150 euros
- Déclaration classe 3 : 20 euros.

Article 4 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

18. FINANCES – TAXE SUR LES COMMERCEs DE PRODUITS ALIMENTAIRES **A EMPORTER - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

Considérant que les commerces visés favorisent, de par leur activité, l'augmentation des dépôts de déchets sur la voie publique puisque les produits servis sont emballés et peuvent être directement consommés en sortant de l'établissement.

Vu les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour et 1 abstention.

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une taxe communale annuelle sur les commerces de produits alimentaires à emporter.

Sont visés les établissements en exploitation qui offrent à titre principal des produits alimentaires préparés et/ou cuisinés, chauds et/ou froids et dans lesquels la possibilité est offerte aux clients de les consommer sur place et/ou en dehors.

Article 2 : La taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des commerces et par le propriétaire du ou des terrains au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 : La taxe est fixée à 500 euros par an par établissement tel que défini à l'article 1^{er} au cours de l'exercice d'imposition.
Il est uniquement tenu compte de la situation au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4 : La taxe est perçue par voie de rôle

Article 5 : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6 : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Article 7 : En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

Article 8 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

19. FINANCES – TAXE SUR LES SECONDES RESIDENCES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

Vu les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 19 voix pour

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une taxe communale annuelle sur les secondes résidences.

Est visée tout logement, existant au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, pour lequel la personne pouvant l'occuper à cette date n'est pas, à la même date, inscrite, pour ce logement, au registre de la population ou au registre des étrangers.

Ne sont cependant pas visés les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte, au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du Conseil de la Communauté française du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte.

Article 2 : La taxe est due par le propriétaire de la ou des secondes résidences au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 : La taxe est fixée à :

- 450 euros pour les secondes résidences hors camping ;
- 175 euros pour les secondes résidences établies dans un camping ;
- 87,5 euros pour les secondes résidences établies dans des logements pour étudiants (kots)

Article 4 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 5 : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6 : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Article 7 : En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

Article 8 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

20. FINANCES – REDEVANCE SUR L'ENLEVEMENT DES VERSAGES SAUVAGES - APPROBATION

Madame SENECAUT demande s'il est possible de connaître le nombre de dossiers concernés par cette redevance.

La Présidente lui répond approximativement une dizaine par an, mais que ce nombre devrait être concrètement vérifié.

Madame Senecaut demande également s'il ne serait pas opportun d'augmenter le montant de cette redevance, le plus important n'étant pas la rentrée financière mais plutôt le caractère dissuasif de la redevance. Elle estime également qu'il aurait pu être opportun de débattre plus longuement de cette redevance.

La Présidente et l'Echevin des Finances lui précisent que les taxes et redevances devaient obligatoirement être arrêtées pour le 31 décembre de cette année, et que rien ne s'oppose à débattre de cette question au cours de la prochaine mandature.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges générées par l'enlèvement des versages sauvages dus au fait, à la négligence ou à l'imprudence d'une personne ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 17 voix pour et 2 abstentions

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une redevance communale pour l'enlèvement des versages sauvages dus au fait, à la négligence ou à l'imprudence d'une personne.

Est visé l'enlèvement des déchets déposés dans des endroits non autorisés ainsi que des déchets dont les modalités d'enlèvement arrêtées par l'Intercommunale de gestion environnementale (HYGEA).

Article 2 : La redevance est due par la personne par le fait, la négligence ou l'imprudence de laquelle l'enlèvement du versages sauvages été rendu nécessaire.

Article 3 : La redevance est fixée à 100 euros par enlèvement de déchets dont le poids n'excède pas 10 kgs, et 100 euros par tranches supplémentaires de 10 kgs, avec un forfait maximum de 400 euros. L'enlèvement des dépôts qui entraîne une dépense supérieure au taux forfaitaire maximum prévu pour la catégorie de déchets concernés sera facturé sur base d'un décompte de frais réels.

Article 4 : La redevance est payable au comptant, contre remise d'une quittance

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

21. FINANCES – TAXE SUR LES TERRAINS DE CAMPING - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

Vu les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 19 voix pour

Article 1^{er} : Il est établi, l'exercice 2013, une taxe communale sur les terrains de camping

Sont visés, les terrains de camping-caravaning tels que définis par l'article 1^{er}, 2°, du décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning existant au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2 : La taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des terrains de camping et par le propriétaire du sol au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 : La taxe est fixée comme suit :

Superficie de l'emplacement	Type d'abris	Taux maximum
Type 1 – de 50 à 79 m ²	tentes	50 euros
Type 2 – de 80 à 99 m ²	Caravanes motorhomes(2,5m/8m)	70 euros
Type 3 – de 100 à 119 m ²	Caravanes résidentielles et châlets,..(art.1 ;20, alinéa 2 du décret)-(superficie au sol jusque 30 m ²)	85 euros
Type 4- 120 m ² et plus	Idem 3 ci-avant (superficie au sol de plus de 30 m ²)	100 euros

Article 4 : La taxe sera réduite de moitié pour les emplacements des types 1 et 2 (pour les tentes, caravanes et motor-homes) réservés aux touristes de passage.

Article 5 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 6 : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant

l'échéance mentionnée sur la dite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 7 : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Article 8 : En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

Article 9 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

22. FINANCES – REDEVANCE SUR LES RACCORDEMENTS A L'EGOUT, AU COLLECTEUR PUBLIC ET SUR LA FOURNITURE ET LA POSE DE TUYAUX ET DE FILETS D'EAU - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges importantes générées par les raccordements à l'égout du collecteur public, par la fourniture et la pose de tuyaux et de filets d'eau ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : par 18 voix pour et 1 abstention

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2013, une redevance pour les raccordements à l'égout du collecteur public et pour la fourniture et la pose de tuyaux et de filets d'eau.

Article 2 : La redevance est due par les personnes physiques et morales qui demandent un raccordement à l'égout du collecteur public, demandent la fourniture et la pose de tuyaux ou de filets d'eau sur le territoire (domaine public) de la Commune de Jurbise.

Article 3 :

La redevance est fixée comme suit :

<u>Raccordement à l'égout public (voirie tarmac ou béton)</u> (tuyaux PVC Ø 160mm)	Forfait de 250 € + 204 €/m de raccordement
<u>Raccordement à l'égout public (en terre-pleine)</u>	Forfait 250 € + 102 €/m de raccordement
<u>Fourniture et pose de filets d'eau (en béton)</u>	Forfait 200 € + 76.50 €/m
Fourniture et pose de tuyaux en béton	
<i>Ø 30cm</i>	Forfait 200 € + 76.50 €/m de tuyaux
Ø 40cm	Forfait 200 € + 102€/m de tuyaux
Ø 50cm	Forfait 200 € + 127.50 €/m de tuyaux

Article 4 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de la prestation.

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

23. FINANCES – TARIF POUR LOCATION D'OUVRAGES DE LA BIBLIOTHEQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE : par 18 voix pour et 1 abstention

Article 1^{er} : Il est établi pour l'exercice 2013 un tarif pour location d'ouvrages de la bibliothèque.

Ne sont pas visées : Les personnes mineures, les animateurs de sociétés philanthropiques, les enseignants et les personnes qui consultent les livres sur place.

Article 2 : Le tarif est du par la personne qui demande la location.

Article 3 : Le tarif est fixé à :

- 0,40 € par livre et par quinzaine
- 7,50 € pour un forfait annuel

Article 4: Le tarif est payable au moment de la délivrance des livres.

Article 5 : En cas de retard dans le délai de restitution des ouvrages, documents, ainsi que en cas de perte ou détérioration grave d'un ouvrage ou document, une amende sera appliquée. Cette amende est également d'application pour les mineurs, les animateurs et les enseignants.

L'amende est fixée comme suit :

- En cas de retard de restitution, à 0,20€ par ouvrage et par semaine supplémentaire.
- En cas de perte ou détérioration grave par l'emprunteur, au remplacement de l'ouvrage ou au remboursement.

Article 6 : Le présent règlement entrera en vigueur le jour de la publication par voie d'affichage de la décision de l'autorité de tutelle

24. FINANCES – OCTROI D'UNE PRIME A L'ENERGIE POUR LES MENAGES – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article L1120-30 du Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Revu sa décision du 05 septembre 2007 relative à l'octroi de prime à l'énergie pour les particuliers ;

Attendu qu'il convient de soutenir les programmes visant à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Attendu que le Conseil Communal peut, en fonction de l'état de « santé financier de la commune » octroyer des aides financières aux ménages ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège Communal ;

DECIDE : par 19 voix pour

Article 1er : D'octroyer une prime de 250 euros pour toute installation favorisant la protection de l'environnement reprenant les techniques reprises ci-après :

- Panneaux solaires thermiques
- Panneaux solaires photovoltaïques
- Pompe à chaleur
- Puits canadien
- Chauffage central à bois et pellets

- Chaudière à biomasse

Article 2 : L'installation devra être placée par un installateur agréé. La prime est octroyée pour tout système installé après le 1^{er} janvier 2013 sur le territoire de Jurbise. La prime ne peut être octroyée qu'une seule fois par « technique » et par immeuble.

Article 3 : La demande de prime doit être adressée par le bénéficiaire au Collège Communal dans l'année qui suit la facturation. Le demandeur doit être une personne physique privée.
Le particulier bénéficiera de cette prime moyennant production de la facture de l'installation et d'une attestation d'agrément de l'installateur.

Article 4 : La liquidation de cette prime est subordonnée à l'inscription des crédits nécessaires au budget communal.

Article 5 : Tout litige concernant l'application de la présente décision est du ressort du Collège communal.

Article 6 : Exemplaires de la présente délibération seront transmis aux Autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur à toutes fins utiles.

25. FINANCES – OCTROI D'UNE PRIME A L'INSTALLATION D'UN SYSTEME D'ALARME AGREE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Revu sa décision du 13 mars 2007 relative à l'octroi de prime pour l'installation d'un système d'alarme agréé ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1113-1 par lequel une des attributions de la Commune « est de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police(...) » ;

Attendu que des dégradations et violations de domiciles ont été constatées dans l'entité de Jurbise ;

Attendu que pour aider la police, les communes peuvent, dans les limites des possibilités budgétaires, accorder des subsides aux ménages pour l'installation de système de sécurité et ce, sans distinction de rang.

Attendu qu'il y a lieu d'assurer la continuité d'octroi de prime à l'installation d'un système d'alarme agréé pour répondre à la demande des citoyens.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

DECIDE : par 19 voix pour

Article 1er : D'octroyer une prime de 250 euros au particulier pour l'installation d'un système d'alarme agréé.

Article 2 : Le système d'alarme devra être placé par un installateur agréé tel que défini à l'article 3 de l'Arrêté Royal du 21 mai 1991.

Article 3 : Le particulier bénéficiera de cette prime moyennant la production de la facture de l'installation du système d'alarme agréé et d'une attestation d'agrément de l'installateur.

Article 4 : Exemplaires de la présente délibération seront transmis aux Autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur à toutes fins utiles.

26. FINANCES – OCTROI D'UNE PRIME A L'ACHAT D'UN VELO OU D'UN VELO ELECTRIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Revu sa décision du 15 juin 2010 relative à l'octroi de prime pour l'achat d'un vélo adulte ou d'un vélo électrique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon du 2 décembre 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon modifiant l'arrêté du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Attendu qu'il convient d'encourager toutes les initiatives communales qui ont pour but de prendre soin de la nature, de la santé des citoyens et de désengorger les artères urbaines ;

Attendu que le Conseil Communal peut, en fonction de la santé financière de la commune, octroyer des aides financières aux ménages ;

Attendu que de nouvelles techniques arrivent sur le marché et apportent un « plus » à l'environnement ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer les modalités pratiques de l'intervention communale ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège Communal ;

DECIDE : par 19 voix pour

Article 1er : D'octroyer, à partir du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2013, une prime communale pour l'achat d'un vélo « droit » ou l'achat d'un vélo électrique.

- Ne sont visés que les vélos « droits » pour adultes et vélos motorisés électriquement pour adultes.
- Ne sont pas visés les vélos pour enfants, les vélos à deux places (tandems), les tricycles, cuistax, trottinettes et trottinettes électriques ...etc. ne rentrant pas dans une logique de mobilité verte.

Article 2 : Le particulier bénéficiera de cette prime moyennant production d'une facture détaillée d'achat d'un vélo dont la date est postérieure au 1er janvier 2013.

Article 3 : Seules deux primes par ménage seront octroyées.

Article 4 : Les bénéficiaires de la prime doivent remplir les conditions suivantes :

- Être une personne physique domiciliée sur le territoire de la Commune de Jurbise ;
- Être majeur ;

Article 5 : La prime est fixée à :

- à 10 % de la valeur d'achat du vélo avec un maximum de 25 € pour un vélo normal « droit ».
- à 10% de la valeur d'achat du vélo motorisé électriquement avec un maximum de 100 €.

Article 6 : Seules 200 primes pour vélo normal et 10 primes pour vélos électrique seront octroyées par année budgétaire, la 201^{ème} et la 11^{ème} seront reportées à l'exercice budgétaire suivant.

Article 7 : Des exemplaires de la présente résolution seront transmises aux Autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur à toutes fins utiles.

27. FINANCES – TARIF POUR L'UTILISATION DU TAXI SENIORS – APPROBATION

Madame SENECAUT demande s'il ne serait pas préférable de calculer le tarif à appliquer par rapport aux revenus des utilisateurs.

La Présidente lui répond que cette proposition pourrait également être étudiée au cours de la prochaine mandature.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE : par 17 voix pour et 2 abstentions.

Article 1^{er} : Il est établi pour l'exercice 2013 un tarif pour l'utilisation du taxi seniors au-delà des 50 trajets gratuits par an ;

Article 2 : La somme est due par la personne qui demande le trajet.

Article 3 : Le tarif est fixé à :

2, 5 euros par trajet supplémentaire

Article 4: Le prix est payable au moment du trajet.

Article 5 : Le présent règlement entrera en vigueur au plus tôt le 5^{ème} jour qui suit celui de sa publication.

28. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE IMIO DU 21 NOVEMBRE 2012 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IMIO.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

- qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 21 novembre 2012;
- que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;
- qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale IMIO;

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- La modification des statuts de l'Intercommunale, conformément aux dispositions du décret du Gouvernement wallon du 26 avril 2012.
- Divers.

Article 2 :

- De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 06/11/2012.

Article 3

- De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise:

- à l'Intercommunale IMIO;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

28BIS. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE IMIO DU 28 NOVEMBRE 2012 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'intercommunale IMIO.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'Assemblée Générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

- qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée Générale de l'intercommunale IMIO du 28 novembre 2012;
- que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;
- qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal le point de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de l'intercommunale IMIO;

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- Plan stratégique et budget 2013.
- Nomination des contrôleurs aux comptes.
- Divers.

Article 2 :

- De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 06/11/2012.

Article 3

- De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise:

- à l'intercommunale IMIO;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

29. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE H.Y.G.E.A. DU 30 NOVEMBRE 2012 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEA ;

Considérant que la commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 26 octobre 2012 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Ville/Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 30 novembre 2012 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal,

chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur les modifications statutaires devant être insérées pour le 3 décembre 2012 à la suite de l'entrée en vigueur du décret du 26 avril 2012 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, à savoir les articles 29, 36, 37, 52 bis.

Considérant qu'en date du 26 octobre 2012, le Conseil d'Administration a approuvé les modifications statutaires ;

- **Considérant** que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du plan stratégique 2011-2013 – Evaluation 2012 ;

Considérant qu'en date du 26 octobre 2012, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de plan stratégique Hygea 2011-2013 – Evaluation 2012 ;

Considérant que ce plan a fait l'objet d'une présentation aux conseillers communaux et provinciaux des communes et Province associées en date du 5 novembre 2012 à 17 heures et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux les informant que le projet de plan stratégique Hygea –Evaluation 2012 est consultable sur le site Web de l'HYGEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

- **Considérant** que le **troisième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la désignation d'un administrateur représentant SHANKS SA ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 26 octobre 2012 a décidé de soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale du 30 novembre 2012, la désignation de Monsieur Henk ROGIERS en tant qu'Administrateur d'Hygea en remplacement de Monsieur Jacques PETRY ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- d'approuver les modifications statutaires, à savoir les articles 29, 36, 37, 52 bis.

Article 2 :

- d'approuver le plan stratégique Hygea 2011-2013 – Evaluation 2012.

Article 3 :

- d'approuver la désignation de Monsieur Henk ROGIERS en tant qu'Administrateur d'Hygea.

**30. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE I.D.E.T.A. DU 30 NOVEMBRE 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communale du 27 juin 2007;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 30 novembre 2012;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Plan stratégique 2013 - Ajustements apportés au Plan stratégique 2012-2014
2. Budget 2013 consolidé - Ajustements
3. Modifications statutaires
4. Divers

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA;

DECIDE :

Article 1^{er} :

D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Plan stratégique 2013 - Ajustements apportés au Plan stratégique 2012-2014 ;

A l'unanimité

D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Budget 2013 consolidé – Ajustements ;

A l'unanimité

D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Modifications statutaires ;

A l'unanimité

D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Divers ;

A l'unanimité

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 06 novembre 2012, seront chargés lors de l'Assemblée générale du vendredi 30 novembre 2012, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée

Article 3 :

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA, à Monsieur le Receveur Communal ainsi qu'au département administratif.

**31. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE I.D.E.A. DU 28 NOVEMBRE 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 26 octobre 2012 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 28 novembre 2012 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal,

chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur les modifications statutaires devant être insérées pour le 3 décembre 2012 à la suite de l'entrée en vigueur du décret du 26 avril 2012 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, à savoir les articles 14, 15, 18, 26, 46 bis ainsi que la modification de l'article 1 (dénomination), article 3 § 1 (objet social), articles 7 et 8 (parts sociales), article 10 (capital), articles 11 et 22 (admission des CPAS des communes associées), article 64 (liquidation).

***Considérant** qu'en date du 24 octobre 2012, le Conseil d'Administration a approuvé les modifications statutaires ;*

- **Considérant** que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du plan stratégique 2011-2013 – Evaluation 2012 ;

***Considérant** qu'en date du 24 octobre 2012, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de plan stratégique 2011-2013 – Evaluation 2012 ;*

***Considérant** que ce plan a fait l'objet d'une présentation aux conseillers communaux et provinciaux des communes et Province associées en date du 25 octobre 2012 à 17 heures et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux/provinciaux/CPAS les informant que le projet de plan stratégique –Evaluation 2012 est consultable sur le site Web de l'IDEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;*

- **Considérant** que le **troisième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'affiliation des CPAS au secteur historique de l'Intercommunale IDEA (en fonction des demandes des CPAS des communes associées à l'Intercommunale IDEA) ;

Considérant qu'en date du 25 avril 2012, le Conseil d'Administration a décidé d'adresser un courrier aux CPAS des communes affiliées à l'IDEA en vue de leur proposer une affiliation aux conditions suivantes : souscription et libération d'une part A du Secteur Historique d'une valeur de 25 € et qu'en cas de réponse positive des CPAS des communes associées, de soumettre ce point à l'Assemblée Générale ;

Considérant que plusieurs demandes de CPAS, en l'occurrence les CPAS de Morlanwelz et Quaregnon nous sont parvenues après l'Assemblée Générale de juin 2012 ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 12 septembre 2012 a décidé de soumettre ces demandes d'affiliation au secteur Historique de l'Intercommunale IDEA à l'Assemblée Générale de ce 28 novembre 2012 ;

- **Considérant** que le quatrième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la création de la société COPIDEC à laquelle l'IDEA participe à concurrence d'1/7^e du capital avec les 6 autres intercommunales actives dans le secteur de la gestion des déchets et qui n'ont pas d'associé privé au capital (IDELUX-AIVE, BEP, IBW, ICDI, INTRADEL, IPALLE) ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 24 octobre 2012 a marqué accord sur la création de la société à laquelle l'IDEA participe à concurrence d'1/7^e du capital qui s'élève à 35.000 € ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- d'approuver les modifications statutaires, à savoir les articles 14, 15, 18, 26, 46 bis ainsi que la modification de l'article 1 (dénomination), article 3 § 1 (objet social), articles 7 et 8 (parts sociales), article 10 (capital), articles 11 et 22 (admission des CPAS des communes associées), article 64 (liquidation).

Article 2 :

- d'approuver le plan stratégique 2011-2013 – Evaluation 2012.

Article 3 :

- d'approuver l'affiliation au secteur historique de l'Intercommunale IDEA des CPAS de Morlanwelz et de Quaregnon.

Article 4 :

- d'approuver la création de la société à laquelle l'IDEA participe à concurrence d'1/7^e du capital qui s'élève à 35.000 €.

**32. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE C.I.S.C.M. DU 21 NOVEMBRE 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

- qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M. du 21 novembre 2012;
- que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;
- qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M.;

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- Les comptes annuels 2010 et 2011 corrigés
 - Rapports du réviseur ;
 - Décharge donnée aux administrateurs et au réviseur pour les exercices 2010 et 2011 ;
- Le plan stratégique 2011 – 2013 de l'Intercommunale, pour l'année 2013.
- Le budget 2013 de l'Intercommunale.
- La modification des articles 23, 29 et 42 des statuts de l'Intercommunale, conformément aux dispositions du décret du Gouvernement wallon du 26 avril 2012.

Article 2 :

- De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 06/11/2012.

Article 3

- De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise:

- à l'Intercommunale C.I.S.C.M. (Fax : 065/31.96.84) ;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

**33. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE I.G.R.E.T.E.C. DU 30 NOVEMBRE 2012 –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 30/11/2012 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal le point 2 et 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'I.G.R.E.T.E.C. ;

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- * le point 2 de l'ordre du jour, à savoir:
Modifications statutaires

A l'unanimité

- * le point 3 de l'ordre du jour, à savoir:
Deuxième évaluation du Plan stratégique 2011-2013

A l'unanimité

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 06/11/2012 ;
- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise:

- à l'Intercommunale IGRETEC,
boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI
pour le 26/11/2012 au plus tard ;
- au Gouvernement Provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

**34. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE I.P.F.H. DU 30 NOVEMBRE 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H. ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune/ville à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 30 novembre 2012 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 1 et 2 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points 1 et 2 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.

Décide :

Article 1^{er} :

* le point 1^o) de l'ordre du jour, à savoir :

***Modifications statutaires ;
A l'unanimité***

* le point 2^o) de l'ordre du jour, à savoir :

***Evaluation annuelle du plan stratégique 2011-2013 ;
A l'unanimité***

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 06/11/2012 ;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale, soit **pour le 23 novembre 2012 ;**
- au Gouvernement Provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

**35. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE I.G.H. DU 29 NOVEMBRE 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale IGH;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune/ville à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale IGH du 29 novembre 2012 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 1 à 2 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale IGH ;

Décide :

Article 1^{er} :

D'approuver :

* le point 1^o) de l'ordre du jour, à savoir :
Approbation des modifications statutaires ;
A l'unanimité

* le point 2^o) de l'ordre du jour, à savoir :
Evaluation du plan stratégique 2011-2013;
A l'unanimité

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 06/11/2012;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGH, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale, soit pour le 22 novembre 2012.

**36. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE I.E.H. DU 29 NOVEMBRE 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale IEH.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale statutaire de l'Intercommunale IEH du 29 novembre 2012 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 1 et 2 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale IEH ;

Décide :

Article 1^{er} :

d'approuver :

- * le point 1°) de l'ordre du jour, à savoir :
Approbation des modifications statutaires;
A l'unanimité
- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Evaluation du plan stratégique 2011-2013;
A l'unanimité

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 06/11/2012;
- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IEH, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale, soit pour le 22 novembre 2012.

**37. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE LA SOCIETE
COOPERATIVE CHU AMBROISE PARE DU 26 NOVEMBRE 2012 –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale de l'Intercommunale CHU Ambroise Paré du 26 novembre 2012;

- que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;

Décide d'approuver : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- Approbation du procès-verbal du 28 juin 2012 ;
- Approbation de l'évaluation annuelle stratégique 2012 ;
- Approbation du budget de fonctionnement pour l'exercice 2013 ;
- Désignation de Monsieur Bernard MICHAUX en qualité d'administrateur, représentant BELFIUS Banque et Assurances au Conseil d'Administration du CHUPM-B en remplacement de Monsieur Pascl ANTHONISSENS ;
- Attribution du marché pour la mission de Commissaire-Réviseur pour les années 2012-2014 ;
- Participation de la commune de Quaregnon à l'Intercommunale CHUPM-B : souscription d'une part dans le capital de l'Intercommunale ;
- La modification des statuts de l'Intercommunale, conformément aux dispositions du décret du Gouvernement wallon du 26 avril 2012.

Article 2 :

- De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 06/11/2012.

Article 3

- De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise:

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

38. SECRETARIAT – CONVENTION S.A. THE FLAMINGO – COMMUNE DE JURBISE - RATIFICATION

Madame SENECAUT demande pourquoi ce point n'est soumis que maintenant au Conseil communal, alors que la délibération du Collège communal date du 11 juin 2012 et qu'une séance du Conseil s'est tenue le 4 septembre.

La Présidente lui répond qu'il s'agit d'un oubli dans l'ordre du jour de la précédente séance.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu que la procédure en matière de délivrance d'une licence de classe B par la commission des jeux de hasard, est subordonnée à un avis de principe et l'établissement d'une convention avec l'autorité locale, à savoir la Commune de Jurbise ;

Vu que la décision de conclure une convention avec une salle de classe B, doit émaner du Conseil Communal en vertu de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, article 117 et suivant ;

Attendu que tout retard dans l'obtention de cette licence eut été susceptible de compromettre les activités de la s.a. THE FLAMINGO ;

Vu la délibération du Collège communal du 11 juin 2012 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Décide : par 17 voix pour et 2 abstentions

Article 1^{er} : Que la délibération du Collège communal du 11 juin 2012 **est ratifiée**.

Article 2 : De joindre en annexe de la présente la délibération du Collège communal.

**39. CULTURE – LOCATION ET MISE A DISPOSITION DES SALLES
COMMUNALES – DEROGATION AU REGLEMENT DE LOCATION –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant en séance publique,

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03 novembre 2009, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 16.07.2012 ;

Attendu que l'ASBL PROMOVINS, représentée par Monsieur HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS, a fait part de son souhait d'occuper la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie les 03, 04 et 05/05/2013 sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location ;

Attendu que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée, à savoir un Salon des vins ayant rencontré un succès considérable auprès de la population jurbisienne au cours de ses trois premières éditions, ainsi que par l'établissement d'un contrat de sponsoring d'un montant de 2.238 EUR en vue de couvrir les frais de location du podium utile pour la bonne organisation de la ducasse communale de Jurbise 2013 ;

Attendu que le locataire n'est pas exonéré du paiement des charges locatives telles que les assurances (47,07 €) ainsi que le nettoyage (180,00 €), pour un montant total de 227,07 € ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

Décide : par 16 voix pour et 3 abstentions :

Article 1^{er} : **D'approuver** la proposition d'occupation de la salle culturelle « Jacques GALANT », son bar et sa salle annexe dénommée Orangerie les 03,04 et 05/05/2013 sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, au bénéfice de l'ASBL **PROMOVINS**, représentée par Mr. HUISSEMANS, rue des 3 Coulons 114 à 7000 MONS. Le bénéficiaire demeure redevable du paiement des charges locatives (assurances et nettoyage) pour un montant de 227,07 €.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur communal pour disposition.

40. CULTURE – LOCATION ET MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – DEROGATION AU REGLEMENT DE LOCATION – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.09.2009, et modifié le 2 février 2010 ;

Sur proposition du Collège Communal en sa séance du 25/10/2011 ;

Attendu que le Centre d'Action Laïque de JURBISE, représenté par Mr. Henri POOLS, route d'Ath 267 à 7050 JURBISE, souhaite occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée ;

Attendu que cette occupation est destinée à l'organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art TOILE EMOI les 14, 15,16/09/2012. Tarif demandé : 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage) ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : **De ratifier** la décision permettant au Centre d'Action Laïque de JURBISE, représenté par Mr. Henri POOLS, route d'Ath 267 à 7050 JURBISE d'occuper la salle culturelle Jacques Galant sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

Article 2 : Cette occupation est destinée à l'organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art TOILE EMOI les 14, 15,16/09/2012. Tarif demandé : 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

Article 3 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur communal pour disposition, ainsi qu'aux intéressés.

41. CULTURE – LOCATION ET MISE A DISPOSITION DES SALLES

COMMUNALES – DEROGATION AU REGLEMENT DE LOCATION – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.09.2009 ;

Sur proposition du Collège Communal en sa séance du 31/07/2012 ;

Attendu que Monsieur AMIR Medhi demeurant rue de la Station, 5C à 7870 LENS sollicite l'autorisation d'occuper le Foyer Culturel de Masnuy-Saint-Jean pour y dispenser des cours de break-dance durant la semaine du 20 au 24 août 2012 ;

Attendu que ce cours pourrait être un complément au programme d'activités hebdomadaires de la Maison de quartier de Masnuy-Saint-Jean ;

Attendu que la mise en place d'un stage de breakdance pour enfants constituerait un service supplémentaire à la jeunesse jurbisienne désireuse de garder une bonne forme physique ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

Décide : par 16 voix pour et 3 abstentions :

Article 1^{er} : **De ratifier** la décision du Collège communal du 31/07/2012 permettant à Monsieur AMIR Medhi demeurant rue de la Station, 5C à 7870 LENS, d'occuper le Foyer Culturel de Masnuy-Saint-Jean pour y dispenser un stage de break-dance pour enfants, et ce du 20 au 24 août 2012, sur base d'un montant de 50 EUR à titre de location et de transmettre ces informations à l'intéressé.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal pour disposition.

42. TRAVAUX – ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DE VOIRIE – EXERCICE 2012 – AVENANT 1 - RATIFICATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du collège communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu l'urgence et notamment l'article L1311-5, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la délibération du Collège Communal du 24.09.2012 approuvant l'avenant 1 du marché "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2012" pour un montant total en plus de 18.485,17 € hors TVA ou 22.367,06 €, 21% TVA comprise, et une prolongation du délai de 10 jours ouvrables ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/735-60 (n° de projet 20120019) et sera financé par emprunt ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera financé par emprunt;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er}. - De ratifier la délibération du Collège Communal du 24.09.2012 approuvant l'avenant 1 du marché "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2012" pour un montant total en plus de 18.485,17 € hors TVA ou 22.367,06 €, 21% TVA comprise, et une prolongation du délai de 10 jours ouvrables ;

Article 2. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

43. QUESTIONS ORALES

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

HUIS CLOS

La Présidente lève la séance à 20h45.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire ff,

La Présidente,

